

Unité départemental Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 08/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LEFEBVRE ET FILS SARL

Lieu-dit "La Briqueterie"

76480 Sainte-Marguerite-sur-Duclair

Références : UDRD.2023.06.ET.295.CZ.BrJ

Code AIOT : 0005801402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement LEFEBVRE ET FILS SARL implanté Lieu-dit La Briqueterie 76480 Sainte-Marguerite-sur-Duclair. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEFEBVRE ET FILS SARL
- Lieu-dit La Briqueterie 76480 Sainte-Marguerite-sur-Duclair
- Code AIOT : 0005801402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure signé le 11 juillet 2022. La mise en demeure fait suites aux constats réalisés lors de la visite réalisée en mai 2022 dans le cadre d'une opération régionale de contrôle inopiné en Normandie concernant la gestion des déchets non dangereux valorisables dits "5 flux" au sein d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022,
- risque incendie,
- rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 5 mars 1997, modifié par les arrêtés du 18 juin 2007 et du 20 décembre 2018, à exercer une activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, de récupération de ferrailles, de regroupement, de tri et de transit de déchets non dangereux.

L'inspection s'est attachée le jour de la visite à vérifier le respect des quatre principaux points visés par l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 à savoir: la régularisation administrative de l'activité, la défense incendie, les rejets aqueux et la mise en oeuvre des mesures conservatoires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Régularisation rubriques 2714 et 2716	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 1 art.1	/	Astreinte, amende et lettre de suite préfectorale	<u>Demande n° 1, délai 6 mois</u> Demande n° 2, délai 1 mois.
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1	/	Lettre de suite préfectorale	Demande n° 4, délai 1 mois
4	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1	/	Astreinte et amende	Demande n° 5, délai 6 mois
5	Mesures conservatoires APMD	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Article 2	/	Amende	Demande n° 6, délai 15 jours
6	Suivi des demandes du rapport de visite 2022	Autre du 20/06/2022, article demandes 1 à 4	/	Lettre de suite préfectorale	Demande n°8 et 9, délai 1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Attestation de valorisation de déchet à adresser aux producteurs	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 2 art.1	/	Sans objet
7	Suivi des observations de la visite 2022	Autre du 20/06/2022, article Observations 1 à 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que bien que la gestion du site se soit améliorée, l'exploitant n'a pas atteint les objectifs fixés par l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 et doit poursuivre ses efforts afin de régulariser l'exercice de son activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux.

L'inspection ayant constaté que la mise en demeure n'est pas respectée en ce qui concerne la régularisation administrative du site au titre des rubriques 2714 et 2716 (plus de 1000 m³ de déchets non dangereux relevant de ces rubriques sont entreposés le jour de la visite), l'installation des robinets d'incendie armés (Il n'existe pas de RIA) et la transmission mensuelle de l'état quantitatif des stocks de déchets présents sur site à l'inspection, propose les sanctions administratives suivantes à monsieur le préfet de Seine-maritime :

- astreinte financière journalière, avec prise d'effet sous 6 mois, de 320 euros (trois cents vingt euros) par jour jusqu'à régularisation au titre des rubriques 2714 et 2716 par dépôt d'une demande d'enregistrement ou entreposage des déchets non dangereux sous le seuil de 1000 m³ pour les déchets de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois et sous le seuil des 1000 m³ pour les autres déchets non dangereux en mélange (y compris les déchets issus du tri) ;
- astreinte financière journalière, avec prise d'effet sous 6 mois, de 50 euros (cinquante euros) par jour jusqu'à mise en place de deux RIA;
- amende administrative, avec prise d'effet sous 15 jours, de 1 500 euros (mille cinq cents euros) pour ne pas avoir transmis à l'inspection chaque début de mois, un état quantitatif du stock des déchets entreposés sur son site de Sainte Marguerite sur Duclair, et une seconde amende administrative de 1500 euros pour ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectorale de mise en demeure du 11 juillet 2022.

L'inspection formule également d'autres demandes auxquelles l'exploitant devra répondre dans les délais indiqués dans les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation rubriques 2714 et 2716

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 1 art.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE 2714 et 2716
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none">• de régulariser la situation administrative de son site sis à SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR au titre des rubriques n° 2714 et n° 2716 de la nomenclature des installations classées :<ul style="list-style-type: none">◦ soit en déposant un dossier de modification de ses installations ;◦ soit en réduisant au régime de déclaration l'activité de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange (relevant de la rubrique 2716) et en procédant à leur évacuation vers les filières dûment autorisées de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m³, ainsi que les déchets de caoutchoucs, plastiques et de bois (relevant de la rubrique 2714) de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m³. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">◦ dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;◦ dans le cas où il opte pour la réduction de l'activité au titre de la rubrique 2716 et à l'évacuation des déchets de caoutchoucs, plastiques et bois, celles-ci devront être effectives dans les trois mois (à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure) ;◦ dans le cas où il opte pour le dépôt de dossier de modification, celui-ci doit être réalisé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite l'inspection a constaté une réduction importante des quantités de déchets entreposés sur site (en particulier les déchets de bois et les déchets en attente de tri). Néanmoins cette réduction n'a pas actuellement permis :</p> <ul style="list-style-type: none">- un retour sous le seuil de 1 000 m³ de déchets verts, de bois, cartons, et autres déchets combustibles visés par la rubrique 2714 (les déchets verts et déchets de bois occupent à eux seuls plus de 1 000 m² sur plus d'un mètre de haut) ;- un retour sous le seuil de 1 000 m³ de déchets en mélange en attente de tri ou issus du tri visés par la rubrique 2716 (L'exploitant doit également prendre en compte les déchets issus du tri y compris les déchets terreux issus du tri dans le décompte de cette rubrique). <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- de nombreux déchets présents en 2022 sont encore présents sur site le jour de la visite (déchets de sciures de bois, aquilux, bigbag, textiles, mannequins, rouleau de fils noir, etc);- la présence de plusieurs dizaines de bidons de 20 litres pleins de produits dangereux (déchets dangereux) dans la remorque bâchée garée sur le parking externe au périmètre ICPE du site (quantité estimée à moins d'une tonne);- des déchets verts sont entreposés en dehors des zones dédiées à proximité des limites de propriété. <p>L'inspection a consulté les informations disponibles sur le compte trackdéchets de l'exploitant et constate qu'il a pratiqué des opérations de transit de lots de déchets dangereux de plus d'une tonne pour un total de 37t entre le 27 avril 2022 et le 27 avril 2023.</p>

Par courriel du 25 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection copie du bail relatif à la location du terrain destiné au parking des bennes vides. Ce bail stipule : "*Les biens faisant l'objet du présent bail devront exclusivement être consacrés par le preneur pour le stockage de bennes vides, des remorques, mais aussi de différents matériels type engin de chantier, pelles, chargeurs, broyeurs, FMA, portes engins, Benne TP, ou autres engins de manutention, à l'exclusion de tout autre, même temporairement.*"

Demande n° 1 : l'exploitant doit poursuivre ses efforts d'évacuation de déchets de bois, des déchets issus du tri des déchets en mélange et des déchets dont la présence a été constatée en 2022 afin de revenir sous les seuils du régime de déclaration des rubriques 2714 et 2716 entreposage de 1 000 m³, tel qu'il s'est engagé à le faire par courriel du 15 mars 2023, délai 6 mois.

Passé ce délai de 6 mois, le paiement d'une astreinte journalière de 320€/j pourra être ordonnée.

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 1500 €, pour le non respect de l'article 1 de l' AP de Mise en Demeure du 11/07/2022.

Demande n° 2 : l'exploitant procède à la régularisation de son activité de transit de déchets dangereux au titre de la rubrique 2718 en déposant un dossier de régularisation (déclaration ou autorisation selon les quantités transitées) ou en cessant l'activité, et en évacuant les déchets dangereux entreposés dans la remorque bâchée garé sur le parking externe, délai un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte , amende, Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Attestation de valorisation de déchet à adresser aux producteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 2 art.1

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Respecter l'article D.543-284 du code de l'environnement au plus tard dans un délai d'un mois, en délivrant les attestations de valorisation aux producteurs ou détenteurs de déchets lui ayant cédé des déchets valorisables ;

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé quelques attestations de valorisation de déchets de bois, papier, carton, plastiques, et/ou métaux que l'exploitant déclare avoir adressés à ses clients en mars 2023 pour les valorisations de l'année 2022.

L'exploitant utilise le modèle prévu par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 abrogé et remplacé par l'arrêté du 21 décembre 2021.

L'inspection constate que l'exploitant émet une seule attestation pour plusieurs flux de déchets pris en charge en collecte séparée (point 3b), ne renseigne pas le taux de freinte (point 4d) et ne renseigne pas toujours le type d'installation (point 5).

Il n'utilise pas l'attestation modifiée par l'arrêté du 21 décembre 2021 pour intégrer les flux de fraction minérale et de plâtre des déchets de construction ou démolition dont la collecte à la source est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2022. Par courriel du 19 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection son modèle d'attestation actualisée.

<p>L'exploitant déclare qu'il n'a pas encore mis en place les attestations de valorisation des DIB collectés en mélange, ni obtenu d'attestation sur l'honneur du respect de leurs obligations de tri de la part des producteurs. Il déclare avoir prévu d'adresser un courrier d'information sur les obligations de tri accompagné d'un modèle d'attestation sur l'honneur à ses clients au cours du deuxième trimestre 2023.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'a pas encore mis en place les attestations de valorisation relatives aux biodéchets qui concerne les déchets verts et les déchets alimentaires qui seraient nouvellement collectés et envoyés vers une unité de méthanisation.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de Seine-Maritime de lever la mise en demeure sur ce point.</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant doit veiller à renseigner correctement les attestations de valorisation de l'ensemble des déchets dits "7 flux" collectés séparément ou en mélange (une par type de flux collectés). L'exploitant doit veiller à délivrer une attestation de valorisation pour les biodéchets, c'est à dire les déchets verts et les déchets alimentaires qu'il collecte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : levée de la mise en demeure

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de respecter les articles 4.3.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé au plus tard dans un délai d'un mois. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'exploitant installe le débourbeur/déshuileur et fait réaliser, par un organisme agréé, une mesure des concentrations des différents polluants (visés à l'article 4.3.5 dudit arrêté) en sortie du bassin de rétention des eaux pluviales (le rapport sera transmis à l'inspection) ;
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que le débourbeur / déshuileur est en place.</p> <p>Par courriel du 7 avril 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'analyse d'un échantillon prélevé le 14 mars 2023.</p> <p>Ce rapport appelle les remarques suivantes de l'inspection : le rejet est non conforme en ce qui concerne la pollution aux hydrocarbures. En effet, l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié par l'arrêté du 18 juin 2007 prévoit une analyse annuelle par un laboratoire agréé et le respect des valeurs limites des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 à 8,5, mesuré 7,6* ; - hydrocarbures totaux (HCT) < 5 mg/L, mesuré 119 mg/L; - Matières en suspension (MEST) < 100 mg/L, mesuré 69,8 mg/L*; - demande biochimique en oxygène (DBO) < 100 mg/L, mesuré <3 mg/L*; - demande chimique en oxygène (DCO) < 300 mg/L, mesuré 35 mg/L*. <p>* Le laboratoire estime que le délai de mise en analyse est trop important pour ces paramètres mais considère néanmoins les résultats exploitables sauf pour la DBO pour lequel il émet une réserve quand à la fiabilité du résultat.</p>

L'exploitant a procédé à un nettoyage du déshuileur/débourbeur le 15 mai 2023 (Le bordereau d'intervention a été transmis à l'inspection par courriel du 19 mai 2023) .
Demande n° 4 : l'exploitant procède à une nouvelle analyse de la teneur en hydrocarbures de ses rejets aqueux, délai un mois. Le rapport est transmis à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

4 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> de respecter l'article 7.4.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé au plus tard dans un délai d'un mois. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si : <ul style="list-style-type: none"> l'exploitant réalise un contrôle de ses extincteurs et des deux RIA (le rapport sera transmis à l'inspection), et dispose d'une réserve d'eau de 180 m³.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> par courriel du 13 mai 2022, la preuve du remplissage des deux citernes souples nouvellement implantées à proximité du site; par courriel du 31 mai 2022, l'extrait de son registre de vérification des moyens de secours (extincteurs et RIA) attestant du passage de la société Desautel pour la vérification annuelle et le remise en état du parc d'extincteurs le 25 mai 2022 (les contrôles précédents des extincteurs y sont datés du 29/12/2020 et 31/12/2018); par courriel du 19 mai 2023, le rapport de contrôle des moyens d'extinction du 26 avril 2023. <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que plusieurs extincteurs avaient été effectivement remplacés en mai 2022 et que le bassin de rétention des eaux pluviales du site destiné à stocker une partie des eaux nécessaires à la lutte contre un incendie était rempli et bâché. L'exploitant a déclaré que les RIA n'étaient pas encore reliés au dispositif de pompage. L'inspection a constaté que le groupe de pompage était en attente de raccordement à proximité du bassin. Le rapport de contrôle des moyens d'extinction du 26 avril 2023 ne fait pas mention du contrôle des RIA.</p>
Demande n° 5 : l'exploitant procède ou fait procéder à l'installation des deux RIA prescrits par l'article 7.4.3 de l'arrêté du 18 juin 2007 objet de l'arrêté de mise demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1b dans un délai de 6 mois. Passé ce délai, le paiement d'une astreinte journalière de 50€/j pourra être ordonnée.
<u>Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 1 500 €, pour le non respect de l'article 1 de l' AP de Mise en Demeure du 11/07/2022 (cf. PC n° 1)</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, amende
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Mesures conservatoires APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pendant la durée de régularisation de la situation du site, les mesures conservatoires suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• la réception d'une quantité journalière de déchets entrants est conditionnée à l'expédition d'une quantité équivalente de déchets de même nature vers un site dûment autorisé à les recevoir ;• la transmission à l'inspection, chaque début de mois, d'un état quantitatif du stock de déchets sur site accompagné du registre chronologique des déchets réceptionnés et expédiés de son site.
Constats : A la date du 11 avril 2023, l'inspection a reçu par courriels les registres chronologiques d'entrée et de sortie des déchets de juillet 2022 à mars 2023. S'il est difficile de mettre en évidence des quantités de déchets sorties équivalentes aux quantités entrées par nature de déchet, le jour de la visite, l'inspection a pu constater une réduction importante de la quantité globale de déchets présents sur site (en particulier déchets de bois et DIB non triés). Le conteneur qui contient la cuve à fioul a été vidé de ses pneumatiques usagés. En ce qui concerne le contenu des registres transmis, l'inspection a constaté des irrégularités auxquelles l'exploitant a répondu le jour de la visite. Par courriel du 15 mars 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un seul état des stocks où seules les surfaces occupées sont indiquées par nature de déchets. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que cet état des stocks est incomplet (il manque en particulier un état du stock des déchets issus du tri des déchets reçus en mélange). Depuis juillet 2022, l'inspection n'a reçu par courriel du 15 mars 2023 qu'un seul état des stocks incomplet et non daté. Demande n° 6 : l'exploitant transmet à l'inspection un état des stocks quantitatif, c'est à dire exprimé en m3 et tonnes présentes sur site par nature de déchet. Il indique sur un plan de masse : la nature du déchet, la surface occupée, le volume de déchet pour tous les déchets présents sur site. Cet état est transmis à l'inspection sous quinze jour puis tous les mois un état des stocks actualisé est à nouveau transmis à l'inspection jusqu'à régularisation de la situation administrative de l'établissement. <u>Considérant que l'exploitant n'a pas déferé dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 1500 €, pour le non respect de l'article 2 de l' AP de Mise en Demeure du 11/07/2022.</u> Demande n° 7 : l'exploitant veillera à s'assurer que la gestion et la traçabilité de ses déchets respectent les pratiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le code déchets 19 12 12 et le code D5 sont utilisés pour l'envoi des refus de tri des déchets chez Suez RV Normandie à Urville,- les biodéchets envoyés en incinération en décembre 2022 doivent désormais être envoyés en méthanisation sous le code R3 ;

<ul style="list-style-type: none"> - les déchets verts sont des biodéchets dont le compostage relève d'un code R3 et la valorisation énergétique d'un code R1; - le mélange des cendres (déchets non inertes) avec des gravats de chantier (déchets inertes) n'est pas autorisé sur le site et leur valorisation ne peut pas être réalisée sous statut de déchet inerte; - les batteries usagées peuvent être directement transportées sans transiter sur le site afin d'éviter le régime d'autorisation au titre de la rubrique 2718 (dès 1 tonne) sous réserve de compléter le BSD électronique (sous Trackdéchet) en tant que collecteur et/ou transporteur et tenir un registre des déchets transportés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Suivi des demandes du rapport de visite 2022

Référence réglementaire : Autre du 20/06/2022, article demandes 1 à 4
Thème(s) : Autre, Divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Demande n° 2022-06/1 : l'exploitant transmettra tous les mois à l'inspection, ses registres chronologiques des entrées et sorties de déchets du site dans l'attente de la régularisation administrative du site (Cf. point de contrôle "installations autorisées"). Demande 2022-06/2 : l'exploitant évacuera au plus tard sous un délai de 3 mois, les déchets (de sciures de bois, plastique type Akilux, textiles, DIB) présents depuis plus d'un an sur site dont les bordereaux suivi de déchets et/ou bons d'enlèvement seront transmis à l'inspection. Demande n° 2022-06/3 : l'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 15 jours, le rapport de vérification des installations électriques de 2022, à défaut le dernier rapport de contrôle effectué sur le site. Demande n° 2022-06/4 : l'exploitant recalculera et transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, le montant des garanties financières relatives à la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité au vu des stocks de déchets constatés le jour de la visite.
Constats : En ce qui concerne les réponses de l'exploitant aux quatre demandes de l'inspection formulées dans le rapport de juin 2022 : <ul style="list-style-type: none">- Demande 1 : Cf. point de contrôle mesures conservatoires APMD.- Demande 2 : Cf. point de contrôle Régularisation rubriques 2714 et 2716 (proposition d'astreinte)- Demande 3 : Les rapports de contrôle des installations électriques des années 2022 et 2023 ont été transmis à l'inspection par courriel du 25 mai 2023. Le rapport d'intervention du 30 janvier 2023 formule 31 observations (dont certaines étaient déjà signalées le 07 septembre 2018)- Demande 4 : La mise à jour du calcul des garanties financières n'a pas été transmis à l'inspection. Demande n° 8 : l'exploitant procède aux travaux nécessaires à la levée des observations mentionnées sur le rapport de contrôle des installations électriques du 30 janvier 2023 selon une cinétique appropriée aux enjeux et transmet à l'inspection son programme prévisionnel de travaux, délai 1 mois. Demande n° 9 : l'exploitant procède et transmet à l'inspection la mise à jour de son calcul du montant des garanties financières et si une mise à jour est nécessaire transmet l'acte de cautionnement correspondant au nouveau montant, délai 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suivi des observations de la visite 2022

Référence réglementaire : Autre du 20/06/2022, article Observations 1 à 6
Thème(s) : Autre, Divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observation n° 2022-6/1 : l'exploitant veillera à corriger sa déclaration GEREPE à compter de sa mise en révision par l'inspection. Observation n° 2022-06/2 : l'exploitant veillera à ce que le contenu de ces registres (notamment pour l'année 2022) soit conforme à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Observation n° 2022-06/3 : l'exploitant veillera à ce que les bennes ou autres contenants destinés à l'enfouissement, ne contiennent pas en masse, plus de 30 % de métal, 30 % de plastique, 30 % de bois, 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres et/ou 50 % de plâtre. Observation n° 2022-06/4 : l'exploitant veillera à remettre avant le 30 juin 2022 à l'exploitant du centre d'enfouissement pour l'année 2022 puis chaque année, un rapport de caractérisation des déchets apportés. Observation n° 2022-06/5 : l'exploitant veillera à se procurer les attestations sur l'honneur des producteurs de déchets qu'il collecte en vue d'une élimination, et les transmettre aux centres d'éliminations qu'il utilise au plus tard le 30 juin 2022, puis avant toute expédition pour tout nouveau client après cette date. Observation n° 2022-06/6 : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois , une copie du bail établi avec la commune. Constats : Observations 1 et 2 : soldées (la déclaration GEREPE 2022 n'est plus modifiable et des améliorations sont à apporter pour la déclaration 2023 : code déchet et code traitement tel que précisé au point de contrôle "Mesures conservatoires APMD"). Observations 3 et 4 : soldées : selon l'exploitant, seuls les refus de tris (exemptés de ces obligations) sont envoyés en enfouissement. Observation 5 : soldée : l'exploitant s'est procuré le modèle proposé par le ministère de l'écologie, qu'il s'est engagé à transmettre aux clients qui lui ont fait des demandes de collecte de déchets en mélanges pour l'année 2023. Observation 6 : soldée- l'exploitant a transmis le document à l'inspection par courriel du 25 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

que cette activité est régie par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2018 ;

que la société LEFEBVRE ET FILS a été mise en demeure, par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 susvisé, de respecter :

- *sous 3 mois, l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2018 soit en déposant un nouveau dossier de demande d'autorisation et d'enregistrement au titre des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées ou en revenant aux seuils de déclaration de ces rubriques (1000 m³).*

- *sous 3 mois, l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2007 en disposant des moyens nécessaires à la défense incendie du site (réserve en eau, extincteurs et RIA) ;*

que la société LEFEBVRE ET FILS a été mise en demeure, par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 susvisé, de :

Pendant la durée de régularisation de la situation du site, les mesures conservatoires suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant :

- *la transmission à l'inspection, chaque début de mois, d'un état quantitatif du stock de déchets sur site accompagné du registre chronologique des déchets réceptionnés et expédiés de son site.*

que la société LEFEBVRE ET FILS n'a pas déféré à la mise en demeure du 11 juillet 2023 susvisée dans le délai imparti ;

que ce non-respect constitue un manquement caractérisé à la mise en demeure issue de l'arrêté susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect de la mesure de police que constitue la mise en demeure ;

qu'aux termes de l'article L.171-8-II du code de l'environnement, en cas de non-respect d'une mise en demeure, le préfet peut mettre en œuvre des sanctions administratives listées au même article, et ainsi ordonner, conformément aux dispositions de l'article L.171-8-I-4° du code de l'environnement, le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 euros et d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 euros tant que la mise en demeure visée n'est pas satisfaite ;

que le montant de l'astreinte administrative journalière doit être calculé de façon proportionnée aux enjeux environnementaux ;

que l'inspection évalue qu'il convient d'évacuer un minima de 5 000 m³ (soit environ 2 500 t) les déchets non dangereux à évacuer vers une filière de valorisation et/ou d'élimination ;

que l'inspection estime qu'il convient d'évacuer à minima 20t de déchets non dangereux par semaine en sus de ce que l'exploitant admet en entrée afin de réduire les stocks de manière significative ;

que le coût moyen de traitement de 20t de déchets non dangereux en mélange par incinération est de l'ordre de 1 600 €, **soit 320 € par jour** à raison d'un camion par semaine ;

que le montant des travaux d'installation de deux RIA peut être estimé à 1000 €, soit un coût moyen mensuel de **50 € par jour** ;

qu'il peut être proposé de prendre en compte un délai de carence entre l'adoption du présent arrêté et sa mise en application pour permettre à cet exploitant de réaliser la mise en conformité, en conséquence, l'astreinte ne deviendra effective que six mois après la date de notification du présent arrêté ;

qu'en application de la décision n° 97-395 du Conseil Constitutionnel, lorsqu'une sanction administrative est susceptible de se cumuler avec une sanction pénale, le principe de proportionnalité implique qu'en tout état de cause, le montant global des sanctions éventuellement prononcées ne dépasse pas le montant le plus élevé de l'une des sanctions encourues ;

que les peines encourues en application de l'article L.173-1.§II, pour le non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, peuvent être notamment une amende d'un montant de 100 000 € ;

que dans ces conditions, le montant de l'astreinte administrative peut être fixé à 370 € par jour ;

que la société LEFEBVRE ET FILS dispose des capacités financières lui permettant de répondre aux obligations lui incombant au vu de la quantité de déchets réceptionnée;

qu'il convient que la société LEFEBVRE ET FILS se mette en conformité au regard des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 susvisé, et qu'à ce titre la mise en œuvre d'une amende d'un montant **de 1 500 Euros par article** constitue une incitation qui permette d'atteindre cet objectif ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

Article 1er – Astreinte administrative

La société LEFEBVRE ET FILS, dont le siège social est situé Impasse de la Briqueterie – 76480 SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR (N° SIRET : 319 659 751 00022), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier mentionné ci-dessous jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023 susvisé. Cette astreinte prend effet **dans un délai de 6 mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, pour les montants suivants :

- 320 euros (trois cent vingt euros) par jour jusqu'au respect du point 1 de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé) ;
- 50 euros (cinquante euros) par jour jusqu'au respect du point 2, du point 1 de l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé) ;

L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Article 2 – Amende administrative

Une amende administrative d'un montant de 1500 (mille cinq cent) euros est infligée à la société LEFEBVRE ET FILS pour le non-respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022 ;

Une amende administrative d'un montant de 1500 (mille cinq cent) euros est infligée à la société LEFEBVRE ET FILS pour le non-respect du point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2022 (pour ne pas avoir transmis à l'inspection chaque début de mois, un état quantitatif du stock des déchets entreposés sur son site de Sainte Marguerite sur Duclair) ;

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 3 000 (trois milles) euros est rendu immédiatement exécutoire auprès de la directrice régionale des finances publiques de Normandie.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 - Publicité

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la directrice régionale des finances publiques de Normandie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de SAINTE MARGUERITE SUR DUCLAIR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception à la société LEFEBVRE ET FILS.

Fait à ROUEN, le

Le Préfet